

Sociale-écologie : hybridation et urgence politique

Les trop lents petits pas restent, dans le monde, la politique dominante en matière d'urgence climatique et de préservation de la biodiversité. Les gouvernants s'observent pour "savoir qui ne va pas en faire trop", quand ils ne se livrent pas allègrement à une mâle compétition dans la prédation de ce qu'il reste à piller sur la planète, exploitant ou déplaçant les populations quand ils n'en font pas des réfugiés qu'ils refoulent ensuite, écrasant la biodiversité et polluant sols et eaux dans une (dernière) course extractiviste.

Pourtant la prise en compte croissante de la complexité de tout le vivant semble doucement s'opérer dans les esprits qui réfléchissent aux solutions de politiques écologiques.

Si l'hypocrisie des élus obnubilés par leur maintien au pouvoir tend à réduire l'action à la communication de courte vue sous la pression des gros intérêts économiques extractivistes, la prise en compte de l'hybridation manifeste de l'humain avec le vivant percolle doucement à bas bruit dans la réflexion politique écologique tandis que s'efface lentement le dualisme nature/culture et que la complexité des équilibres du vivant nous fait toujours plus percevoir à quel point nous en faisons partie et en dépendons.

Sur le plan politique, il est plus que temps que les mouvements se réclamant de ces réflexions, ayant déjà sous la main des outils de réponses (scénarii de transitions, solutions techniques et de politiques publiques), s'efforcent de se mettre en situation de les mettre rapidement en œuvre au plus vite, c'est à dire : en gagnant les élections. Pourtant, dans la microscopie France, ils ne cessent de se diviser dans de nanoscopiques combats de coqs...

"Le socialiste n'a pas renoncé à son logiciel productiviste !" accuse régulièrement le militant écologiste chimiquement pur pour éviter la question d'un rapprochement de leurs deux mouvements (puisqu'il monte dans les sondages et que l'autre descend). Pourtant, bien que naissant du monde industriel engendré par la modernité et la science, c'est bien ce mouvement socialiste qui a construit les résistances à l'universalisation des relations de marché et les conditions d'un rééquilibrage démocratique.

Cela n'implique pas que sa pensée ait totalement intégré la finitude des ressources qu'épuise l'extractivisme, obérant ses chances de survie sur la planète, mais bien que "Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve." Si la fin du mois rejoint la fin du monde comme le scandent les Gilets jaunes en rejoignant les manifs pour le climat, tout n'est pas perdu, mais il ne faudrait pas trop trainer pour se donner les moyens que cela dépasse la grève.

L'héritage socialiste dans la tradition du *réformisme révolutionnaire* d'un Jaurès [5] est pourtant bien un ressort possible du basculement politique souhaitable. En effet, dans son ouvrage [1] - non sommable - sur la malheureuse association entre *abondance et liberté* que persiste à intégrer notre logiciel social-économique alors que l'épreuve climatique nous invite à la réviser rapidement, Pierre Charbonnier signale :

"En voulant freiner la tendance libérale consistant à déléguer au marché la responsabilité d'organiser les rapports aux ressources et au territoire le socialisme a fait des relations collectives au monde un enjeu politique. Et c'est son legs principal à une époque marquée par les mutations écologiques majeures. Au-delà de ses échecs, et en particuliers de ses échecs sur le plan environnemental, le socialisme a laissé un héritage qui ne trouve absolument aucun équivalent dans la mémoire de la pensée politique." - [1] p 395

"soit le projet d'autonomie reste arrimé au rêve d'abondance, auquel cas il sombrera avec lui dans le grand mouvement réactionnaire et autoritaire auquel nous assistons déjà, soit il s'en affranchit en prenant la forme d'une autonomie post-croissance, c'est à dire d'une autonomie-intégration d'un nouveau genre."

Ainsi la prise en compte de l'impossible découplage PIB/CO₂ par les logiciels politiques est-elle la condition d'une prospérité "sans croissance", du moins d'une relative libération vis à vis de la pression que ce paradigme maintient sur le monde économique.

"Si l'idéal d'autonomie est susceptible d'être reformulé dans des termes moins captifs des dispositifs d'extraction, d'accumulation, c'est à dire d'abondance, alors cette transformation ne prendra pas qu'un sens négatif. (...) cette nouvelle forme d'autonomie et le collectif politique qui en est le sujet, vont simplement répondre à des affordances territoriales et écologiques jusque-là réduites au silence dans notre histoire agricole, coloniale, industrielle, qui a imposé pendant longtemps une certaine vision de ce qu'est un usage légitime de la terre. " [1]¹

La logique du passage d'une économie de stocks à courte vue, longues distances, forts impacts et concurrences conflictuelles (extractions polluantes et destructrices de ressources épuisables quand elles ne sont pas déjà épuisées : fossiles, fissiles, minerais rares ou bientôt rares) à une économie de flux re-localisée, perpétuelle, à faibles impacts et plus conviviale (vent, soleil, biomasse, low-tech et économie circulaire..) telle que l'illustrent par exemple les scénarii Negawatt² et Afterres 2050³ est de plus en plus une évidence perçue par la plupart et pourtant, ce sont ceux qui

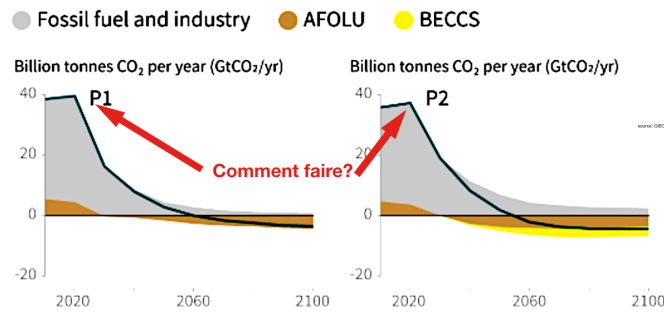
1. p499 à 403 incluant les citations suivantes.

2. <https://negawatt.org>

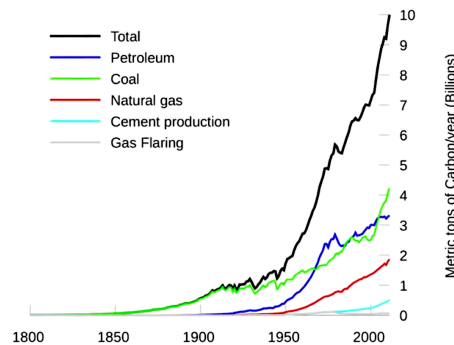
3. <https://afterres2050.solagro.org>

“quittent la terre”¹. Cette logique qui devrait exclure à terme le nucléaire persiste à y voir une solution². Pierre Charbonnier prend justement cet exemple conflictuellement vif du nucléaire français (source d’énergie tout ce qu’il y a de plus extractiviste dont on refuse de regarder le caractère néo-colonialiste et socialement très discutables³ sans même entrer dans les considérations de pérennité, de compétitivité et de sécurité civile à court comme à très long terme qu’elle pose), qui est un marqueur sensible de la séparation durable entre les cultures socialiste et écologiste :

“ On perçoit bien la controverse politique que soulève l’enjeu climatique lorsqu’on s’intéresse à l’énergie nucléaire : la fausse confrontation entre l’atome et le carbone tend à laisser penser que l’on pourrait grâce au premier préserver les techno-politiques (et les modes de vie) typiques de l’âge de l’abondance tout en faisant baisser notre niveau d’émission de CO₂. En supposant même que cela soit possible, cela signifie que l’enjeu climatique n’est qu’une question de choix technologique, ou comme on dit parfois de “transition énergétique .”



deux scénarii 1,5°C (GIEC)



additions d’énergies mais pas transition (J.B Fressoz)

De fait, comme le montre Jean Baptiste Fressoz⁴, il n’y a jamais eu de transition mais seulement addition des sources énergétiques (cf. graphe) et la possibilité d’une rapide bascule à l’horizon 2050 vers un monde réellement dé-carboné est un saut vers l’inconnu qu’aucun modèle économique ne se risque encore à accompagner de propositions réalistes quand on regarde la rupture qu’elle implique (la discontinuité des courbes proposées par le GIEC⁵ pour le scénario à 1,5°C ou 2°C ci-dessus laisse rêveur quant aux outils pour la mettre en œuvre pacifiquement et démocratiquement). Ainsi la nécessité du changement de logiciel politique qu’occasionne le changement climatique se fait-elle sentir au delà des propositions dans la structure même de nos façon d’envisager la politique tant qu’elle pourra défendre la démocratie :

“La transformation de nos idées politiques doit être d’une magnitude au moins égale à celle de la transformation géo-écologique que constitue le changement climatique.”

1. en gros, pour B. Latour, les (très) riches [3] qui continuent de faire mine de ne pas voir les problèmes mais s’organisent pour que les dégradations futures et présentes ne leur pèsent pas trop au détriment des autres (chacun pour moi!)

2. Seul l’isotope 235 de l’uranium est actuellement utilisé en fission nucléaire et reste épuisable comme toute ressource minière..

3. lire la remarquable, très documentée et assez “éprouvante” enquête de Gabrielle Hecht [2] sur l’uranium “français” et ses tenants environnementaux, miniers, géopolitiques, humains et commerciaux bien peu reluisants.

4. voir la vidéo : <https://tinyurl.com/fressoztransition>

5. https://www.ipcc.ch/sr15/graphics/#cid_6333

Cette bascule que Pierre Charbonnier nomme *symétrisation* et appelle de ses vœux est ce renversement des valeurs que sont ou portent la *famille patriarcale*, l'*histoire* et les *techno-sciences*. Renversement qu'opèrent respectivement les luttes féministes, postcoloniales et écologistes remettant en cause patriarcat, empires coloniaux et certitudes industrialistes en reconfigurant les savoirs politiques (en paraphrasant la p355 de [1])

Ce décentrement-symétrisation à même de *dissocier universalisme et modernité* (p360) est pourtant paradoxalement lui-même né de la modernité en ce que les outils de l'anthropologie, discipline née de et par le colonialisme, ont été le terrain où justement émergent ces reconfigurations.

“Symétriser revient à démonter les procédures par lesquelles un sujet constitue son autorité sur les objets, sa position d'exception à leur égard, et amorcer de nouveaux arrangements.”

Cette *symétrisation* de l'autorité scientifique a été l'objet de la sociologie des sciences qui s'est attaquée non pas à l'autorité des sciences mais au schéma d'auto-légitimation que leur confère la valeur métaphysique de la vérité, là-même où le véritable ressort consistait banalement plutôt pour un collectif à chercher à durer en tant que collectif (Ce qui n'aura pas manqué de se retourner contre cette même sociologie¹. Ainsi, comme l'a écrit Bruno Latour, *nous n'avons jamais été modernes* en ce que le partage nature/culture n'a jamais fonctionné puisqu'il ne pouvait échapper à l'hybridation. Le monde est constitué d'objets hybrides n'appartenant plus seulement au monde scientifique ou technique mais en même temps au politique, au culturel ou à l'économique constituant les objets dans une sorte d'*hybridité constitutive*. Hybridité scientifique faite de matière, de grammaire et langages propres, d'hommes, d'organisations, d'intérêts économiques, politiques : l'*objet-discours-nature-société* qui traverse la *géographie*, la *chimie*, le *droit*, l'*Etat*, l'*économie* et les *satellites* nous met devant l'impossibilité d'un monde lisible car donné et *immédiat* puisqu'il est à la fois nature et société hybridées par le gouvernement des choses et des hommes.

Ainsi donc, le politique, une fois qu'il intègre ces lectures de l'hybridation permanente, peut-il envisager de réconcilier - sans tarder - l'humain avec la nature comme le propose par exemple sur le terrain de la biodiversité Baptiste Morizot [4] pour *raviver les braises du vivant* : en le remettant au centre de l'attention collective, dans une réappropriation citoyenne et culturelle qui intègre dans son champ d'analyse les divisions et luttes inter-espèces, inter-groupes, inter-espaces, comme constitutives des équilibres de la biosphère où il faut apprendre à laisser de la place à chacun et chercher le *bien-vivre* ensemble. Celui qui passe par l'hybridation des intelligences quand elles ne se laissent pas enfermer dans du pré-conçu, prêt à penser ou manipulateur. Cela implique une réaffirmation de l'importance démocratique de l'éducation pour tous qui permet à chacun de se positionner en toute connaissance (qu'il est possible d'avoir à l'instant *t*) comme co-acteur du monde partagé non seulement entre humains mais entre vivants : car *nous sommes le vivant qui se défend* et les rétroactions de nos actes sont trop complexes pour qu'il ne faille pas agir avec prudence, écoute et humilité dans une *invention inlassable et collective des égards ajustés*.

Il ne s'agit pas là seulement de la défense de quelques zones humides transformées avec créativité en ZAD, mais de l'invention permanente du politique en ce qu'il intègre dans ses mutations la connaissance de tout ce dont il a été capable : le destructeur pour s'en prémunir, comme l'édifiant pour en faire mémoire vivante (donc idéalement faiblement ritualisée et momifiée par une politique de la célébration permanente in-interrogée et utilisée trop souvent comme séquence politique plus ou moins payante médiatiquement) et en préserver l'héritage comme base. La démocratie, aussi imparfaite soit-elle fait encore partie de l'édifiant. Nos politiques se doivent de la défendre et de la faire évoluer vers une authentique pratique horizontale pour tous (éducation populaire, démocratie participative, municipalisme, etc..) aussi longtemps que possible en la nourrissant de positionnements qui préservent et diffusent cette connaissance pour tous.

Aussi dans le contexte de dégradation rapide que nous promet le réchauffement climatique, l'éducation et l'association des populations aux enjeux et aux politiques qu'ils imposent passe par l'éviction de tout double discours et la mise en œuvre rapide de transformations sociales catalysant cette transformation. Le microcosme politique français, d'aussi bonne volonté soit-il, ne semble pas vraiment pressé d'agir à la hauteur des enjeux. Soit qu'il soit désuni (gauche écologiste), soit que son logiciel ne soit pas réellement prêt à toucher aux intérêts des plus émetteurs de GES ou à interroger les imaginaires de nos sociétés consuméristes.

Les procès en pureté écologique, républicaine, budgétaire ou autres dogmes germes de division sont inadaptés à la réalité physique des modifications planétaires rapides en cours. Aussi, tout positionnement politique devrait-il éviter de tomber dans l'*humanisme mou* idéalisateur du *sujet* “souverain”, niant l'interaction-hybridation qui le traverse, cet idéalisme dualiste de la modernité qui ne fût qu'un songe et nous maintient dans l'illusion de maîtrise qui fait de nous trop souvent des prêtres donneurs de leçon.

Il s'agit plutôt de souligner la nécessité pour le politique, qu'il soit sympathisant, militant, engagé, en responsabilité d'élus ou d'administrateur² de prendre en compte rapidement cette hybridation du social et de l'écologique, de l'humain dans le vivant, comme un retour à l'intelligence pour pérenniser et étendre prospérité, paix et démocratie, si possible dans la bonne humeur : Non comme un idéal parfait, mais comme une *imparfaite mais urgente nécessité révisable*.

A l'heure où l'on cherche à nous étourdir avec des séquences politiques ou sociétales toujours plus binaires et microscopiques, cette élévation du regard vers l'hybridité de notre être au monde dans l'interdépendance de tout le

1. cf. [1]p363-364

2. oui, aussi : j'ai tendance à penser que l'administrateur a aussi un rôle politique, malgré la “réserve” neutre du fonctionnaire qu'on voudrait lui imposer.

vivant, pourrait-être un catalyseur du retour du citoyen vers la chose publique : par l'éducation et le projet partagé d'une sociale-écologie mature et urgente.

Références

- [1] Pierre CHARBONNIER. *Abondance et liberté*. La Découverte, 2020.
- [2] Gabrielle HECHT. *Uranium africain, une histoire globale*. UH-Seuil, 2016.
- [3] Bruno LATOUR. *Où atterrir ?* La Découverte, 2017.
- [4] Baptiste MORIZOT. *Raviver les braises du vivant*. Actes Sud, 2020.
- [5] Jean Paul SCOTT. *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*. Seuil, 2014.